



Édito du 10 avril 2026

Éducation monde

La crise du Moyen-Orient, révélatrice du rôle de l'opérateur public

La guerre au Moyen-Orient frappe nos collègues de plein fouet : établissements fermés, enseignement à distance sous les alertes, conditions de travail dégradées, stress permanent. À cela s'ajoute une inflation qui rogne chaque mois non seulement leur pouvoir d'achat, mais aussi celui des collègues où qu'ils soient dans le monde.

Dans ce contexte, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger a fait le choix de maintenir intégralement les rémunérations et indemnités, y compris pour les personnels contraints d'exercer hors de leur pays d'affectation. Ce choix est juste. Il doit être salué.

Mais en même temps, sous pression du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, des remises en cause à la baisse des montants de l'ISVL et de l'avantage familial sont envisagées. Pour la CFDT Éducation monde, c'est une ligne rouge.

Baisser les indemnités dans un contexte de guerre et d'inflation dans le monde serait une double peine inacceptable pour les personnels. Ce serait aussi nier l'engagement quotidien de toutes et de tous.

Toute révision à la baisse des indemnités, sous diktat budgétaire de la tutelle, dans un contexte d'inflation et de crise géopolitique, irait à rebours du rôle que l'AEFE doit jouer.

La CFDT Éducation monde reste mobilisée pour suivre l'évolution de la situation et défendre les intérêts de nos collègues. Le dialogue avec l'administration doit continuer pour adapter les réponses aux réalités du terrain.

